

La lutte sans concession pour abattre cette société capitaliste de misère et de guerre.

Le tribunal correctionnel a jugé Marine Le Pen et huit autres dirigeants du RN coupables de détournements de fonds publics de 4,6 millions d'euros. Le procès a mis en lumière le rôle central joué par celle-ci dans l'organisation du système de corruption. Elle écope de 4 ans de prison, dont 2 ans ferme aménagé à domicile, 100 000 euros d'amende et 5 années d'inéligibilité avec exécution provisoire. Une décision judiciaire considérée comme « justifiée » par 61 % des Français, et même « tout à fait justifiée » pour 43 %, selon un sondage pour "Le Point".

Marine Le Pen a reçu l'appui de dirigeants de droite, de gauche et du gouvernement recevant un traitement de faveur la cour d'appel de Paris annonçant donner sa décision « à l'été 2026 ». Son appel passera donc sur le dessus du tas de dossiers. Le Pen fait bien partie du système qu'elle dénonce et ce procès permet de rappeler que le RN est bien un parti corrompu comme d'autres et au service du capital. Le Pen et son parti sont les héritiers du Front national fondé par des collaborateurs de l'Allemagne nazie et des militants de l'Algérie française.

Pour autant, le pouvoir reste dans les mains des capitalistes contre les travailleurs.

Le Pen et Bardella ont un point en commun avec tous les autres politiciens: leur acceptation du système capitaliste et la corruption au sein du régime. Ainsi, le MoDem de Bayrou a été condamné en 2024 pour détournement de fonds publics, corruption avec Sarkozy, détournement de fonds publics avec Fillon, etc...

Le RN n'est absolument pas le parti du peuple ni celui des exploités. Aucune de ses propositions ne s'en prend au capital. Pas de différence entre la politique du RN avec celle de Retailleau (L.R) ou de Darmanin (Renaissance)!

L'avenir que nous réserve le RN est le même que celui de Macron et des politiciens de droite comme de gauche : celui d'un capitalisme de plus en plus dur contre les travailleurs. Deux exemples illustrent cela :

Les 31 mars et 1er avril, les travailleurs de l'audiovisuel public étaient en grève pour dénoncer la nouvelle tentative de fusion voulue par Rachida Dati. Examiné au parlement, ce texte prévoit un contrôle renforcé de l'information, la casse des acquis sociaux, la suppression de postes à venir, supprimer l'une des filiales ou plus facilement revendre ou privatiser l'une d'elles. **C'est aussi la volonté du RN qui est pour la privatisation de la quasi-totalité des media publics ».**

Deuxième exemple lors du vote d'un amendement sur le projet "loi de simplification", **une coalition de députés, allant de l'extrême droite au centre a décidé de supprimer plus de 32 comités consultatifs et plusieurs centaines d'emplois.** « C'est une loi que nous attendons avec impatience », a déclaré Patrick Martin. Le président du Medef insistait alors sur la nécessité « d'accroître la compétitivité des entreprises alors que la concurrence s'intensifie à l'échelle internationale ». D'autres mesures, présentes dans ce projet de loi, portent plus directement sur le fonctionnement des entreprises. Ainsi l'article 6 prévoit par exemple de ne plus informer les salariés en cas de cessions d'entreprises ou l'article 10, réduisant les sanctions auxquelles sont exposés les chefs d'entreprise comme les peines de prison remplacées par de fortes amendes pour des atteintes aux droits du code monétaire et financier ou encore les accidents du travail qui font des centaines de morts annuelles au travail.

Mais aucune décision de justice ne stoppera l'extrême droite et ses idées réactionnaires !

Pour lutter contre l'extrême droite, une seule voie, celle de la lutte de classe.

Nous devons nous opposer au dialogue social et au nouveau conclave proposé par une CFDT servant de caution au gouvernement, alors qu'elle a déjà signé l'accord scélérat sur l'assurance chômage en novembre.

La convention sur l'assurance chômage signée par la CFDT et la CFTC en novembre 2024 est entrée en application ce 1^{er} avril, prévoit de s'attaquer durement aux 3 millions de chômeurs inscrits à France Travail dans

le but d'économiser 2,3 milliards d'euros d'ici 2028. Elle se traduit par une réduction du montant des indemnités versées, ainsi que par un durcissement des conditions d'éligibilité à l'allocation chômage.

Face à l'offensive austéritaire du gouvernement au service du réarmement, il faut dire non !

La réponse ne viendra ni du parlement, ni de Matignon encore moins de l'Élysée quant aux "négociations" avec le patronat et le gouvernement elles ne servent qu'à casser la mobilisation et désarmer les travailleurs. Pour faire reculer Macron et le capital, il faut impérativement la lutte de plus en plus forte, tous ensemble face à l'austérité, aux suppressions d'emplois et à l'attaque contre nos droits. Combattre la casse sociale imposée par le gouvernement, c'est aussi refuser sa logique de guerre. Pas un euro pour leur guerre !

Refuser les coupes budgétaires massives et la casse des services publics.

Le gouvernement annonce déjà que le budget 2026 sera un « *cauchemar* » qui laisse entrevoir le pire pour les travailleurs, il faut se mobiliser dès maintenant c'est impératif. « *C'est un budget très difficile*, a, en effet souligné Sophie Primas la porte-parole du gouvernement : « *Faire passer le déficit de l'État de 5,4 à 4,6% du PIB, plus faire face aujourd'hui aux nouveaux challenges qui sont des challenges de réarmement et d'investissement dans notre industrie de la défense, ce sont des difficultés qui s'additionnent.* »

Les travailleurs doivent trouver le chemin de la lutte de classe, les travailleurs doivent défendre leurs intérêts de classe.

« *Il n'est pas de sauveurs suprêmes : Ni dieu, ni César, ni tribun, producteurs, sauvons-nous nous-mêmes ! Décrétons le salut commun !* », comme le chante l'Internationale.

Oui, il faut se battre pour nos intérêts de classe contre le capitalisme qui nous exploite, contre son système. Il est absolument vital de lutter dans la perspective d'une autre société débarrassée de l'exploitation capitaliste et de mettre fin à ce système désastreux pour l'humanité afin de construire une société sans exploitation de l'Homme par l'Homme, une société de coopération, de solidarité, de paix entre les peuples, une société socialiste.